

Énergie

et Eastcan ne prospecte même pas au large des côtes du Labrador cette année. Il a même mentionné les échanges de gaz...

M. Alexander: Rien d'autre!

M. Crosbie: Si, tout le reste. Voyons. Il y a le gaz du delta, dans la mer de Beaufort. Celui-là est prêt à démarrer. Il y a l'embranchement de Dempster, la Westcoast Transmission et ensuite les échanges de gaz. Je me demande qui pourrait échanger du gaz avec le ministre? Ce serait un drôle d'échange. Il y a le gazoduc du Québec et des Maritimes, le programme d'exploration de la PanArctic, Petro-Canada, les ressources classiques—peu importe ce que cela veut dire—l'exploitation du pétrole lourd, l'entreposage du pétrole... Quelle escroquerie! Quel tour de passe-passe. C'est ce que le ministre a fait avec la Shell.

Il y a belle lurette que ce troisième projet aurait dû démarrer. Pourquoi tarde-t-il? Parce que nous avons un ministre qui ne veut pas se bouger. Le ministre tient le haut du pavé et il ne laissera personne le déloger. Pourquoi dis-je cela? Suis-je en mesure de fonder ce que j'avance? Certains députés peuvent trouver que j'y vais un peu fort en accusant le ministre de s'être endormi sur ses lauriers. C'est pourtant vrai. Je suis en mesure de le prouver. A cette fin, je fais appel au hansard. Comme en fait foi le compte rendu du 13 avril à la page 4488, le ministre a déclaré ce qui suit:

Les députés admettront que le gouvernement a pris plusieurs mesures importantes et essentielles pour favoriser la production du pétrole lourd.

Nous ne l'admettons pas, monsieur l'Orateur. Le gouvernement n'en a pris aucune. Le ministre poursuit: Cependant, le gouvernement fédéral ne peut tout faire.

C'est vrai. Il ne peut pas tout faire. Le ministre aurait dû ajouter: «En fait, le gouvernement fédéral ne peut rien faire du tout». Nous aurions admis que c'est vrai. Il ne peut certainement pas tout faire. Puis le ministre d'ajouter:

L'Alberta a déjà entrepris d'aider les producteurs de pétrole lourd en modifiant le barème des redevances.

Le ministre a dit que l'Alberta avait agi. Nous sommes en mesure de comprendre la politique du ministre. Il a en effet ajouté:

J'espère que l'Alberta et la Saskatchewan annonceront sous peu comment elles entendent modifier leur régime fiscal, entre autre l'impôt sur le revenu et les redevances, pour favoriser l'exploitation commerciale de ces importantes réserves commerciales de l'ouest du Canada.

Le ministre attend que quelqu'un d'autre agisse. Pas étonnant qu'au plan de l'énergie nous soyons en aussi mauvaise posture au Canada. Pas étonnant que nous importions 400,000 barils par jour. Pas étonnant que nos perspectives soient douteuses et sombres pour 1985: le ministre attend que l'Alberta agisse. Mais où est le gouvernement national? En Alberta, ou ici à Ottawa? J'ai l'impression que le gouvernement national est ici à Ottawa. L'Alberta doit s'occuper des Albertains, de l'Alberta. Le gouvernement albertain a le devoir de s'occuper de l'Alberta. Le gouvernement national s'occupe de la nation. Qui devrait prendre cette initiative? Qui devrait prendre l'initiative? Qui devrait s'occuper d'exploiter les sables bitumineux? L'Alberta n'a pas besoin du pétrole de ces sables. Elle n'a pas besoin d'obtenir du gaz du ministre. L'Alberta a assez de pétrole ordinaire et de gaz de type classique. Elle n'a pas besoin des sables, de leur produit coûteux. C'est le Canada qui en a besoin. C'est le Canada qui a besoin des sables bitumineux. C'est le Canada qui a besoin de ce gaz.

[M. Crosbie.]

● (2112)

C'est au Canada qu'il appartient de fournir le stimulant. Pourquoi faudrait-il que ce soit l'Alberta et la Saskatchewan qui le fassent? Ce sont nous, les Canadiens, nous tous qui en avons besoin. C'est le pays tout entier. C'est notre gouvernement national qui doit être tenu responsable du retard dans la mise en œuvre du projet. C'est une honte nationale. Le salaire du ministre devrait être ramené à \$1. On devrait même lui réclamer le salaire qu'il a touché depuis cinq ans, étant donné que les mesures qu'il a prises se sont toutes révélées inefficaces.

Le ministre est allé plus loin, comme en fait foi la page 4488 du hansard. Le whip de notre parti, le député d'Edmonton, venait de poser une question à l'intention du ministre et voici, d'après le hansard, ce que celui-ci a répondu. Je ne veux pas enfreindre les usages parlementaires.

Oui, monsieur l'Orateur, mais nous attendons maintenant que les gouvernements provinciaux indiquent quels changements ils sont prêts à apporter à leur système de redevances.

Voilà, monsieur l'Orateur, le Canada qui a manqué le bateau dans le secteur du pétrole, qui ne se suffit plus à lui-même, et qui doit en importer 400,000 barils par jour, ce qui se traduit par un énorme déficit de notre compte courant et de notre balance des paiements. Où qu'on regarde, c'est la catastrophe imminente. Tant que le gouvernement actuel sera au pouvoir, le seul espoir qui nous soit permis tient aux prochaines élections; pourvu que le premier ministre prenne son courage à deux mains et les annonce cette semaine. La semaine dernière, il n'a pas osé. Il n'a pas voulu les annoncer pour le 12. Aura-t-il le courage de les annoncer pour le 19 ou le 26 ou même pour le 12? Cela nous est égal, mais qu'il les annonce. Les reportera-t-il à l'année prochaine ou prétendra-t-il que des élections seraient contre-indiquées à ce moment-ci étant donné la crise actuelle que nous traversons, cette crise étant l'état de confusion dans lequel il a plongé le pays?

Maintenant, monsieur l'Orateur, le ministre attend la décision de l'Alberta et de la Saskatchewan. Les sables bitumineux sont en Alberta. Le Canada a besoin de ce pétrole et le ministre devrait s'aboucher avec la société Shell Canada Limited et le gouvernement de l'Alberta dès demain pour résoudre le problème. Il aurait dû le résoudre il y a un an, et si l'Alberta devait être incapable de faire une meilleure offre et si les entreprises privées devaient demander plus de stimulants financiers, il devrait les leur accorder. Le malheur c'est qu'il n'en a encore rien fait. Je souhaiterais pouvoir présenter une motion de défiance dès ce soir, mais je n'y ai pensé qu'au moment où j'ai pris la parole. Cependant, plus j'en parle, plus je suis convaincu que nous devons nous débarrasser de ce ministre le plus tôt possible.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Monsieur l'Orateur, pour pouvoir se lancer dans la construction d'une troisième usine de traitement des sables bitumineux, les compagnies doivent avoir les coudées franches. Elles n'ignorent pas qu'elles devront payer des impôts et des redevances, mais elles voudraient pouvoir bénéficier d'un régime qui favorise celui qui prend les risques. Pour la gouverne des gens d'en face, je parle de celui qui investit son argent en risquant de tout perdre. On n'en demande pas tant du gouvernement. On n'exige pas de participation directe de sa part. Ces compagnies devraient donc pouvoir jouir d'un régime fiscal favorable lorsqu'elles prennent tous les risques au début,